

**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier  
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier  
**Band:** 32 (2016)  
  
**Artikel:** Robert Grimm, le mouvement ouvrier bernois et la mémoire contestée de la conférence de Zimmerwald  
**Autor:** Zimmermann, Adrian  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-681742>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 07.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# ROBERT GRIMM, LE MOUVEMENT OUVRIER BERNOIS ET LA MÉMOIRE CONTESTÉE DE LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD

**ADRIAN ZIMMERMANN**

---

Que la plus célèbre conférence internationale des socialistes opposés à la Première Guerre mondiale ait eu lieu en Suisse n'a rien de surprenant. Seul un pays neutre offrait les possibilités légales pour organiser une telle rencontre et, contrairement aux pays neutres du nord de l'Europe et de la péninsule ibérique, la Suisse restait relativement facilement accessible depuis les deux camps adverses pendant toute la guerre. Le socialiste suisse Robert Grimm joua un rôle primordial pour l'organisation de la conférence de Zimmerwald. La conférence adopta unanimement un manifeste qui appelait les prolétaires de tous les pays à en finir avec l'« union sacrée » et à reprendre la lutte des classes. Pour une petite minorité autour de Lénine, cela n'allait pas assez loin. La présence du futur père fondateur de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste devint plus tard une des sources principales des désaccords politiques et scientifiques sur le rôle de la conférence de Zimmerwald. Ce sont avant tout des événements postérieurs à la conférence, particulièrement les conflits sociaux accentués à la fin de la guerre, la scission du mouvement ouvrier et plus tard la guerre froide qui marquèrent pendant longtemps des visions différentes sur la conférence.

## **Les débuts des actions des socialistes contre la guerre**

Depuis septembre 1914, tous les partis socialistes des pays neutres essayaient de renouer les liens internationaux interrompus par le déclenchement de la Première Guerre mondiale. La toute première initiative vint du Parti socialiste américain, mais elle resta sans écho à cause de la relative faiblesse et de la position géographiquement isolée de ce parti. C'est à Lugano que fut organisée le 27 septembre 1914 la première rencontre internationale socialiste qui se prononça clairement contre la guerre. Certes, il s'agissait seulement d'une réunion



bilatérale entre partis socialistes de deux États voisins et neutres, mais ce « groupe du sud » formait déjà le premier noyau de ce qui allait devenir le mouvement de Zimmerwald<sup>1</sup>. Les partis socialistes des pays neutres de l'Europe du nord (les Pays-Bas et les trois pays scandinaves) prirent des initiatives en même temps. Le leader socialiste néerlandais Pieter Jelles Troelstra réussit à convaincre le secrétaire belge du Bureau socialiste international (BSI), Camille Huysmans, de déplacer le siège du bureau à La Haye. Les activités du « groupe du nord » étaient essentiellement diplomatiques. Ils s'étaient fixé comme but de trouver un terrain d'entente entre les directions des partis socialistes des pays belligérants qui menaient une politique d'« Union sacrée » avec leurs gouvernements respectifs. Mais cela mena à peu de résultats concrets<sup>2</sup>.

Les activités internationales des socialistes suisses et italiens prirent bientôt une dynamique plus radicale. Ce fut surtout le cas après l'entrée de l'Italie en guerre en mai 1915. Contrairement aux partis socialistes des autres grands pays de l'Europe occidentale, le Parti socialiste italien (PSI) resta cependant opposé à l'entrée en guerre et continua ses activités pour une relance de l'internationalisme socialiste. Puisque le PSI n'était plus un parti socialiste venant d'un pays neutre après l'entrée en guerre de l'Italie, il aspirait de plus en plus à une coopération restreinte aux socialistes clairement opposés à la guerre. Des impulsions importantes pour organiser une conférence internationale des socialistes restés fidèles à leur opposition à la guerre vinrent des représentants exilés, majoritairement en Suisse, de la social-démocratie russe et polonaise, notamment des leaders menchéviques, Pavel Axelrod et Julius Martov, qui propageaient l'idée d'une telle conférence depuis les premiers mois de la guerre<sup>3</sup>. Simultanément, Léon Trotsky, qui était alors la personnalité la plus connue parmi les nombreux membres de la social-démocratie russe qui refusait de se rallier à l'une des deux fractions, esquissait déjà une conception stratégique de lutte contre la guerre qui était très proche de celle à la base du manifeste de Zimmerwald<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Martin Grass, *Friedensaktivität und Neutralität. Die skandinavische Sozialdemokratie und die neutrale Zusammenarbeit im Krieg, August 1914 bis Februar 1917*, Bonn, Neue Gesellschaft, 1975, pp. 77-82.

<sup>2</sup> *Ibid.*, pp. 151-180.

<sup>3</sup> « 243. Pavel Aksel'rod an Robert Grimm, Montreux, im Dezember 1915 », in Horst Lademacher (éd.), *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz, Vol. 2*, The Hague/Paris, Mouton, 1967, pp. 371-373 ; Paul Axelrod, *Die Krise und die Aufgaben der internationalen Sozialdemokratie*, Zurich, Verlag der Genossenschaftsdruckerei, 1915.

<sup>4</sup> « Zur Friedensarbeit », *Neue Wege*, 1915, 1, pp. 32-35.



## **Robert Grimm, leader du mouvement ouvrier bernois et internationaliste convaincu**

La raison pour laquelle les conférences des socialistes internationalistes se tinrent dans le canton de Berne est avant tout due au fait que Robert Grimm, l'organisateur principal, d'origine zurichoise, y avait trouvé son terrain d'activité politique. Si Grimm avait seulement 34 ans en 1915, il était déjà incontournable dans le mouvement ouvrier suisse. Au niveau cantonal bernois, il était le leader ouvrier le plus puissant : rédacteur du quotidien socialiste *Berner Tagwacht* depuis 1909 et président du parti cantonal depuis 1911. Il était également conseiller national, mais élu à Zurich-Aussersihl – la seule circonscription électorale dans le système majoritaire où l'élection des candidats socialistes était presque garantie.

En 1958, la doyenne de la social-démocratie italienne et internationale, Angelica Balabanoff, rendait hommage à celui qui avait été avec elle le cœur et l'âme du mouvement de Zimmerwald dans la nécrologie parue dans le quotidien socialiste autrichien :

S'il restait pendant la Première Guerre mondiale, et particulièrement dans ses débuts, encore un brin d'espoir pour le maintien de l'esprit de l'Internationale socialiste, c'était dû à Grimm. [...] Cela ne veut pas dire qu'il était question d'un manque général de fidélité aux convictions, de courage et du dévouement, beaucoup de camarades dans les divers pays ont fait preuve d'actes héroïques ; mais la forme concrète, la concertation de ces éléments disparates, séparés par des rideaux de fer, était l'exploit de Grimm, de son énergie, de sa joie et sa force du travail inépuisable<sup>5</sup>.

Son parcours de vie est marqué par des expériences qui renforçèrent ses convictions internationalistes. Entre 1900 et 1902, Grimm connut le sort des migrants pendant son itinéraire de compagnon typographe qui le mena en Suisse, en France, au Luxembourg, en Allemagne, en Autriche et en Italie. Pendant l'hiver 1905-1906, après avoir été mis sur la « liste noire » en Suisse à cause de ses activités syndicales, il travailla plusieurs mois à l'imprimerie du quotidien socialiste *Vorwärts* à Berlin. Après cela, il eut la possibilité de poursuivre son engagement au sein du mouvement ouvrier de manière professionnelle, d'abord comme secrétaire ouvrier à Bâle, puis comme rédacteur de

---

<sup>5</sup> Angelica Balabanoff, « Robert Grimm », *Arbeiter-Zeitung* [Vienne], 30.3.1958, 75, p. 3.



la *Berner Tagwacht*. Grimm devint vite le personnage le plus influent d'une nouvelle génération de leaders socialistes et syndicalistes et de ce qui était alors l'aile gauche du parti. Les convictions internationalistes se manifestaient chez lui dans son insistance sur la nécessité de la solidarité entre ouvriers suisses et immigrés dans une Suisse fortement marquée par l'immigration. Sa lutte acharnée pour limiter l'influence de la Société du Grutli, qui faisait partie du Parti socialiste suisse (PSS) depuis 1901 mais avait gardé un statut autonome, s'expliquait notamment par le fait qu'il y voyait le possible noyau d'un parti ouvrier nationaliste<sup>6</sup>. Grimm condamnait clairement les expulsions récurrentes de militants syndicalistes et socialistes italiens par les autorités suisses. Il reçut à cet effet les félicitations des organisations de socialistes italiens en Suisse, parmi lesquels Giacinto Menotti Serrati et Angelica Balabanoff, deux autres futurs zimmerwaldiens qui jouèrent un rôle important<sup>7</sup>.

Après celle des pays voisins, c'était de l'Empire russe que provenait la principale immigration en Suisse avant 1914. La Suisse servait de « plaque tournante » à l'exil socialiste russe (Erich Gruner). Grimm avait de bons contacts avec la grande communauté des socialistes russes exilés à Berne autour du professeur Naum Reichesberg. C'est dans ce milieu-là qu'il fit la connaissance de sa première femme Rosa, née Schlain, ancienne belle-sœur de Reichesberg. Robert et Rosa Grimm appelèrent leur premier fils Bruno Angelo, le deuxième prénom témoignant de leur admiration pour Angelica Balabanoff<sup>8</sup>.

Sa vision du monde fut jusqu'à la fin de sa vie marquée par le marxisme classique de la social-démocratie allemande d'avant-guerre. Robert Grimm reste sans doute jusqu'à aujourd'hui le plus important journaliste marxiste d'origine suisse. Comme le montrent ses articles sur la grève générale à Zurich et l'armée de milice dans *Die Neue Zeit*, il contribua aux débats marxistes internationaux avec des réflexions sur les expériences suisses<sup>9</sup>. En outre, il appliquait le cadre d'analyse

<sup>6</sup> Robert Grimm, *Demokratie und Sozialismus. Ein Wort zur Krise in der Schweiz. Sozialdemokratie*, Zurich, Arbeiterunion, 1911.

<sup>7</sup> Marc Vuilleumier, « Le Parti socialiste suisse et la II<sup>e</sup> Internationale », in Lang, Karl, Hablützel, Peter, Mattmüller, Markus, Witzig, Heidi (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1988, pp. 114-116.

<sup>8</sup> Adolf McCarthy, *Robert Grimm. Der schweizerische Revolutionär*, Bern, Francke, 1969, p. 64.

<sup>9</sup> Robert Grimm : « Der Generalstreik in Zürich », *Die Neue Zeit*, 1912, 44, pp. 649-654 ; Robert Grimm, « Erfahrungen mit dem schweizerischen Milizsystem », *Die Neue Zeit*, 1912, 37 et 38, pp. 385-393 et 442-449.



marxiste dans le débat politique et dans ses recherches sur l'histoire suisse.

Déjà avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, Grimm avait été impliqué dans les activités pour l'empêcher. Il avait été délégué du PSS aux congrès de 1907 (Stuttgart), 1910 (Copenhague) et 1912 (Bâle) de la Deuxième Internationale, où la lutte du mouvement ouvrier contre la menace de guerre avait figuré au cœur des débats. Un peu plus d'une année avant le début des hostilités, la conférence interparlementaire franco-allemande de Pentecôte 1913, organisée par Robert Grimm en coopération avec le Bureau international pour la paix dirigé par l'ancien conseiller d'État radical Albert Gobat, eut lieu à Berne. Cela montre que les socialistes étaient aussi prêts à coopérer avec les milieux bourgeois dans leurs tentatives d'empêcher la guerre. À cette conférence participèrent 180 membres du parlement français membres des partis bourgeois et 34 députés d'Allemagne, majoritairement des socialistes<sup>10</sup>.

Finalement, Grimm figurait aussi parmi les participants de la dernière réunion du Bureau socialiste international avant le début de la guerre qui eut lieu à Bruxelles en juillet 1914. L'un des plus importants points de discussion y était la préparation du congrès de l'Internationale. Ce dernier était prévu à Vienne, et devrait célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Première Internationale. En raison de ce qui était alors encore vu comme une menace de guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, un lieu de rencontre alternative devait être trouvé. Grimm avait commencé des préparatifs pour pouvoir héberger le congrès à Berne et reçut des messages depuis Berne à ce sujet durant son déplacement à Bruxelles. Mais le BSI décida de tenir le congrès à Paris et, comme on le sait, il n'eut jamais lieu à cause du début de la guerre<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Karl Kautsky, «Die Berner Konferenz», *Die Neue Zeit*, 1913, 34, pp. 265-269; Julia Richers, «Bern als Zentrum von Geheimdiplomatie, Spionage und Konferenzen», in Richers, Julia, Degen, Bernard (éd.), *Zimmerwald und Kiental. Weltgeschichte auf dem Dorfe*, Zurich, Chronos, 2015, pp. 64-65.

<sup>11</sup> Richard von Müller (Casinoverwaltung) à Robert Grimm, IISG, Robert Grimm Papers, B. Briefe an Robert Grimm / ISK, B 26 (a-b). Casinoverwaltung Bern. 1914; Albert Berner et Rosa Grimm (Berne) à Robert Grimm (Bruxelles), 28.07.1914, IISG, Robert Grimm Papers, B. Briefe an Robert Grimm / ISK, B 13. Berner 1914, voir aussi: Yves Collart, *Le Parti socialiste suisse et l'Internationale 1914-1915. De l'Union nationale à Zimmerwald*, Genève, 1969, p. 95.



## Le quotidien ouvrier bernois au service de la lutte contre la guerre

Quand Robert Grimm devint rédacteur en chef du quotidien socialiste bernois en 1909, il succéda dans cette fonction à Carl Vital Moor. Ce dernier était l'un des pères fondateurs du Parti socialiste suisse. Il disposait d'excellents réseaux internationaux et représentait souvent le PSS au BSI. Moor fut lui-même présent à Zimmerwald, mais ne prit pas la parole selon le procès-verbal. Pendant la Première Guerre mondiale, il joua cependant un rôle assez trouble. À la fin de la guerre, il travailla pour les services de renseignement autrichien et allemand et servit de lien entre eux et le parti bolchevique. Il enviait Grimm dans son rôle de leader du mouvement de Zimmerwald et intriguait contre son successeur quand il le pouvait<sup>12</sup>.

Dès l'automne 1914, la *Berner Tagwacht* devint un organe d'importance européenne pour le mouvement socialiste anti-guerre. Ainsi l'opposition allemande (Liebknecht, Mehring, Zetkin, Luxemburg, mais aussi Bernstein) put l'utiliser comme plateforme<sup>13</sup>. Mais la *Tagwacht* avait aussi ses connexions en France. Charles Rappoport, l'un des fers de lance de l'opposition internationaliste en France, y avait fait ses débuts journalistiques dans les années 1890 et restait un ami personnel de Carl Vital Moor<sup>14</sup>. Alfred Rosmer, l'un des leaders les plus influents de l'opposition internationaliste au sein de la CGT, décrivit ainsi le rôle du quotidien bernois en se rappelant la visite de Grimm à Paris au début 1915 :

Nos forces étaient encore faibles et dispersées, mais les indications précises que nous pouvions donner à notre visiteur lui permettraient de dresser, dans la *Berner Tagwacht*, un tableau d'ensemble, exact et fidèle, de la véritable situation en France, et de la *Berner Tagwacht* la nouvelle irait partout, dans tous les pays, surtout en Allemagne où il était particulièrement important qu'on sût la vérité<sup>15</sup>.

<sup>12</sup> Leonhard Haas, *Carl Vital Moor, 1852-1932. Ein Leben für Marx und Lenin*, Zurich, Benziger, 1970, pp. 141-168.

<sup>13</sup> « Ein Brief des Abgeordneten Liebknecht », *Berner Tagwacht*, 3.11.1914, 257.

<sup>14</sup> Charles Rappoport, *Une vie révolutionnaire 1883-1940. Les mémoires de Charles Rappoport*, sous la dir. de H. Goldberg, G. Haupt, M. Lagana, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1991, pp. 151-153, p. 310. Charles Rappoport, « Was hätte Jaurès getan? », *Berner Tagwacht*, 31.7.1915, 176.

<sup>15</sup> Alfred Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. De l'union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Librairie du Travail, 1936, p. 369.



Sur le plan national, la *Berner Tagwacht* joua un rôle primordial dans la campagne contre les effets sociaux de la guerre et le militarisme. C'est probablement surtout ce dernier facteur qui mena à une croissance spectaculaire du tirage de l'organe socialiste de 8100 à plus de 17 000 exemplaires pendant la Première Guerre mondiale<sup>16</sup>.

Les conférences de Zimmerwald et Kiental n'étaient pas les premières réunions contre la Première Guerre mondiale qui eurent lieu dans le canton de Berne. Une Maison du Peuple existait à Berne depuis 1893, mais en octobre 1914 un nouveau bâtiment plus grand ouvrit ses portes. C'est dans ce bâtiment-là qu'eurent lieu la Conférence internationale des Femmes socialistes (26-28 mars 1915) et la Conférence internationale des Jeunesses socialistes (4-6 avril 1915) qui prirent toutes deux clairement position contre la guerre. La Maison du Peuple hébergea aussi le 15 juillet 1915 la réunion préparatoire de la conférence de Zimmerwald. Par ailleurs, Berne fut désignée à Zimmerwald comme siège de la Commission socialiste internationale (CSI). Cette dernière était présidée par Robert Grimm. Angelica Balabanoff y fonctionnait comme interprète et secrétaire, Oddino Morgari y représentait le Parti socialiste italien et Charles Naine le Parti socialiste suisse. C'est à la Maison du Peuple que les réunions de la CSI élargie eurent lieu entre février et mai 1916. À la fin d'avril 1916, la CSI organisa une deuxième conférence à Kiental.

Mais des socialistes qui ne partageaient pas les positions des zimmerwaldiens se rencontrèrent aussi à la Maison du Peuple. Le 3 juin 1916, le socialiste alsacien et correspondant en Suisse de *l'Humanité*, Salomon Grumbach, y tint une conférence intitulée «L'erreur de Zimmerwald-Kiental». La réunion se déroula sous la présidence de l'ancien conseiller national Alfred Brüstlein, un socialiste suisse d'origine alsacienne prônant des positions très francophiles<sup>17</sup>. Grumbach fut aussi l'organisateur d'une réunion secrète qui eut lieu le 11 août 1915 dans la maison de Brüstlein à Berne. Eduard Bernstein et Karl Kautsky, les leaders de l'aile modérée de l'opposition allemande, rencontrèrent alors deux des principaux leaders de l'aile majoritaire soutenant l'Union sacrée en France, Léon Jouhaux de la CGT et Pierre Renaudel, rédacteur de *l'Humanité*<sup>18</sup>.

<sup>16</sup> Bernard Degen, «Berner Tagwacht», in Richers, Degen (éd.), *Zimmerwald und Kiental...*, op.cit., pp. 29-30.

<sup>17</sup> Salomon Grumbach, *Der Irrtum von Zimmerwald-Kiental. Rede, gehalten am 3. Juni 1916 im Unionssaale des Volkshauses zu Bern*, Berne-Bümpliz, Benteli, 1916.

<sup>18</sup> Karl Kautsky, *Sozialisten und Krieg. Ein Beitrag zur Ideengeschichte des Sozialismus von den Hussiten bis zum Völkerbund*, Prague, Orbis, 1937, pp. 539-540;



Notons finalement encore la Conférence syndicale internationale (à laquelle seuls des délégués venant des puissances centrales et des pays neutres participèrent) qui se rassembla du 1<sup>er</sup> au 4 octobre 1917 à la Maison du Peuple. Cette importante conférence internationale était dirigée par le président de l'Union syndicale suisse (USS), Oskar Schneeberger, qui avait aussi joué un rôle auxiliaire dans le mouvement zimmerwaldien. C'était lui qui avait permis à Grimm et au leader métallurgiste français Alphonse Merrheim de communiquer sous la couverture de rapports techniques entre métallurgistes suisses et français<sup>19</sup>.

### **Une mémoire contestée dans un mouvement ouvrier divisé**

L'une des raisons principales pour laquelle la mémoire de la conférence de Zimmerwald a toujours été contestée est son rapport avec la division du mouvement ouvrier dans les années suivant la Première Guerre. Si l'on étudie le procès-verbal de la conférence, il en ressort toutefois clairement qu'on ne peut pas décrire cette conférence – contrairement à ce qui est souvent affirmé – comme un premier pas vers la scission du mouvement ouvrier socialiste international en deux camps adverses. Le conflit entre d'un côté le groupe minoritaire de la « gauche zimmerwaldienne » autour de Karl Radek et Lénine – dans lequel on peut voir le noyau dur des partisans de ce qui allait devenir la tendance « communiste » quelques années plus tard – et de l'autre la majorité de la conférence était tout d'abord d'ordre tactique. Ainsi, la raison pour laquelle Georg Ledebour, député au Reichstag et le délégué allemand le plus influent à Zimmerwald, s'opposa à la résolution de Lénine et Radek n'était pas parce qu'elle appelait à une « action révolutionnaire » qu'il désirait aussi, mais parce qu'il n'était pas judicieux selon lui « de crier sur les toits un appel détaillé à des actions révolutionnaires ». À son avis, un tel appel ne pouvait que servir de prétexte aux gouvernements pour réprimer encore plus fortement l'opposition contre la guerre dans les pays belligérants. Il fallait donc se limiter à « appeler à reprendre la lutte de classe, à la poursuivre avec les moyens usuels » comme ceux utilisés en période de paix<sup>20</sup>.

---

Eva Bettina Görtz (éd.), *Eduard Bernsteins Briefwechsel mit Karl Kautsky (1912-1932)*, Francfort/New York, Campus, 2003, pp. 33-36.

<sup>19</sup> Voir documents 279, 314, 315 et 318 in Lademacher (éd.), *Die Zimmerwalder Bewegung*, Vol. 2, op.cit., pp. 438, 484-488, 489-493.

<sup>20</sup> « Bericht über die Verhandlungen der internationalen sozialistischen Konferenz abgehalten vom 5.-8. September 1915 zu Zimmerwald (Schweiz) », Lademacher (éd.), *Die Zimmerwalder Bewegung*, Vol. 1, op.cit., pp. 127-129.



Mais Lénine reprocha à Ledebour de refuser de mener « une véritable lutte révolutionnaire », de se limiter à « des paroles vides qui n'aideront qu'à ceux qui ont quitté nos drapeaux [...] ». Être pour la paix n'a en soi aucune signification. [...] Tout le monde veut la paix. »<sup>21</sup> C'est le syndicaliste français Alphonse Merrheim qui exprima probablement le plus clairement le désaccord entre Lénine et la majorité des participants : « Vous, camarade Lénine, vous n'êtes pas dominé par le désir de la paix, mais par le souhait de dresser les piliers d'une nouvelle Internationale : c'est cela, qui nous sépare. » Selon Merrheim et la majorité des participants, le manifeste ne devait « pas souligner ce qui nous sépare mais ce qui nous unit »<sup>22</sup>.

### **De Zimmerwald à Moscou ?**

Le message au cœur des manifestes de Zimmerwald et Kiental était l'appel aux ouvrières et ouvriers d'Europe de commencer la lutte pour la paix, ce qui nécessitait d'en finir avec l'Union sacrée et de retourner à la lutte des classes. Ces appels trouvèrent un terreau fertile. Partout dans les pays belligérants et neutres, les conséquences sociales de la guerre, notamment le renchérissement et les pénuries dans l'approvisionnement alimentaire, renforçaient les tensions sociales. Cela mena dans les années 1917-1920 à la plus grande vague de protestations, de grèves et dans certains cas de révolutions de l'histoire mondiale. Le message de Zimmerwald et ses interprétations diverses, de même que beaucoup de participants du mouvement, jouèrent un rôle clé dans la révolution russe qui éclata en mars 1917. Cela n'a rien de surprenant si l'on se rend compte que 13 des 38 participants à Zimmerwald et 14 des 44 participants à Kiental représentaient directement des groupes actifs dans l'Empire russe ou étaient originaires de cette région. À quelques importantes exceptions près, Trotsky et Martov habitant alors à Paris, la grande majorité de ces participants purent assez facilement participer à la conférence puisqu'ils étaient établis plus ou moins durablement en Suisse. Les exilés socialistes russes en Suisse comme leurs représentants à Zimmerwald appartenaient à tous les courants. Leur forte présence en Suisse et à la conférence ne permet donc pas en soi de parler d'une forte influence bolchevique.

Immédiatement après le début de la révolution, les socialistes russes exilés commencèrent de faire des plans pour leur retour en Russie.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 130.

<sup>22</sup> *Ibid.*, pp. 146-147.



C'est dans le cadre de la CSI que les différentes fractions des socialistes russes exilés discutèrent de leurs conditions de retour. L'idée de négocier un transit par l'Allemagne fut d'abord proposée par Martov et Grimm fut chargé d'entamer des négociations avec l'ambassade allemande. Pour les bolcheviques, ces négociations n'allaient pas assez vite et c'est pourquoi ils initièrent des négociations séparées avec les autorités allemandes. Par l'intermédiaire de Fritz Platten, alors secrétaire central du PSS, ils obtinrent très rapidement l'autorisation de traverser l'Allemagne. Le 9 avril 1917, accompagnés par Platten, les leaders bolcheviques Lénine, Zinoviev et Radek partirent depuis Zurich dans un groupe de 32 exilés qui appartenaient majoritairement, mais pas exclusivement, à leur tendance<sup>23</sup>.

Le 27 mars 1917, le soviet des ouvriers et soldats de Petrograd, inspiré par les manifestes de Zimmerwald et Kiental, lança son fameux appel aux prolétaires et peuples du monde de lutter pour une paix sans annexions ni contributions. Le 20 mars déjà, la CSI décida de déplacer son siège de Berne à Stockholm pour être plus proche des événements de Russie. Le 20 avril 1917, Grimm partit pour Stockholm. Le 18 mai, il rejoignit un deuxième groupe d'exilés russes – parmi eux Martov, Axelrod, Angelica Balabanoff et Rjazanov – qui arriva à Petrograd quatre jours plus tard<sup>24</sup>.

Le 15 mai 1917, le soviet de Petrograd lança un nouvel appel pour une action pour la paix. Il proposait en outre d'organiser dans ce but une grande conférence socialiste internationale à Stockholm. Ce projet de la conférence fut aussi diffusé par le «groupe du nord», le concurrent du mouvement de Zimmerwald autour des partis sociaux-démocrates néerlandais, scandinaves et le secrétaire du BSI Camille Huysmans. Au sein du mouvement de Zimmerwald, les opinions sur ce projet étaient partagées, comme le montre une conférence que Grimm et Balabanoff organisèrent à Petrograd les 28 et 29 mai avec des délégations de partis russes affiliés à ce mouvement. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, soutenus par Grimm et le socialiste roumain Christian Rakovsky, défendaient ce projet. Les bolcheviques mais aussi Balabanoff, Trotsky et Rjazanov – tous des sociaux-démocrates russes qui n'appartenaient à aucune des deux grandes fractions et qui avaient jusqu'alors soutenu la majorité du mouvement de Zimmerwald

<sup>23</sup> Willi Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Zurich/Cologne, Benziger, 1973, pp. 276-282.

<sup>24</sup> McCarthy, *Robert Grimm...*, *op.cit.*, pp. 148-150.



contre la minorité autour de Lénine – le rejetaient. Au sein du mouvement, le compromis fut finalement d'organiser une troisième conférence, également à Stockholm, qui devait décider de la participation à la grande conférence envisagée<sup>25</sup>. Cette préconférence, appelée «troisième conférence de Zimmerwald», eut finalement lieu à Stockholm du 5 au 12 septembre 1917. Cependant, le projet de la grande conférence socialiste de paix échoua et la grande réunion prévue à Stockholm ne se tint pas. Au début de juin 1917, une grave crise interne du mouvement de Zimmerwald éclata à cause de «l'affaire Grimm-Hoffmann». Grimm remit la direction du CSI au nouveau parti social-démocrate de gauche suédois dont les leaders faisaient partie de la «gauche de Zimmerwald» autour de Lénine et Radek. Balabanoff, qui gardait son poste de secrétaire et était maintenant la plus importante leader du mouvement, se rapprocha alors aussi temporairement des positions bolcheviques. Malgré cela, la «gauche de Zimmerwald» n'eut une fois de plus pas de majorité – comme à Zimmerwald et Kiental – à la «troisième conférence de Zimmerwald» de Stockholm.

Le grand schisme historique du mouvement socialiste international eut lieu seulement après la fin de la Première Guerre mondiale. Deux événements furent décisifs : premièrement la prise du pouvoir bolchevique en octobre/novembre 1917, présentée comme la seule voie vers la révolution mondiale par ses partisans, deuxièmement la répression sanglante contre l'aile radicale du mouvement ouvrier allemand, tolérée voire approuvée par certains leaders du parti social-démocrate majoritaire.

Les participants de Zimmerwald se trouvèrent finalement des deux côtés. La plupart de ceux qui avaient appartenu à la majorité de la conférence de Zimmerwald essayèrent en outre de tout faire pour éviter la scission. Après la fin de la guerre, une conférence réduite de la Deuxième Internationale se réunit à Berne du 3 au 6 février 1919. La grande majorité des «zimmerwaldiens» refusèrent d'y participer. Ce fut aussi le cas de Grimm et du PSS, ce qui mena à la situation paradoxale que le parti suisse ne fut pas représenté à cette conférence, pourtant tenue à la Maison du Peuple à Berne. Un mois plus tard, du 2 au 6 mars 1919, l'Internationale communiste (IC ou Komin-tern) fut fondée à Moscou. Bien que cette conférence fût loin d'être

---

<sup>25</sup> Angelica Balabanoff, *Die Zimmerwalder Bewegung 1914-1919*, Francfort, Verlag Neue Kritik, 1969, pp. 58-60.



représentative de tous les courants de la gauche du mouvement ouvrier, les zimmerwaldiens présents – à l’exception notable d’Angelica Balabanoff – s’arrogeaient le droit de « liquider » le mouvement de Zimmerwald. Parmi les signataires de cette déclaration, on retrouve sans surprise des membres de l’ancienne « gauche de Zimmerwald », à savoir Lénine, Radek, Zinoviev et Platten, mais aussi Trotsky et Rakovsky qui avaient auparavant appartenu à la tendance majoritaire des zimmerwaldiens. Le but de cette déclaration de liquidation était de se démarquer des « centristes » (comme Grimm, Ledebour et Serrati) et donc de ceux qui avaient marqué le visage de Zimmerwald et Kiental<sup>26</sup>.

### **Le sort des zimmerwaldiens dans le Komintern**

Si, après la scission, une courte majorité des « zimmerwaldiens » rejoignit d’abord les partis communistes, beaucoup d’entre eux quittèrent ces derniers assez vite – dans la plupart des cas involontairement par des exclusions. Ainsi Angelica Balabanoff, qui pour des raisons symboliques – pour réclamer l’héritage de Zimmerwald – avait d’abord été nommée secrétaire du Komintern, perdit déjà cette fonction lors du 2<sup>e</sup> congrès en été 1920. Redevenue l’une des leaders de l’aile « maximaliste » du Parti socialiste italien, elle fut exclue du Parti communiste russe en 1924<sup>27</sup>. Zeth Höglund, pourtant membre de la « gauche de Zimmerwald », fut exclu du Parti communiste suédois sous la pression du Komintern en 1923 déjà<sup>28</sup>. Dans les conflits qui éclatèrent au sein des partis communistes après la mort de Lénine, presque tous les zimmerwaldiens devenus communistes entrèrent tôt ou tard en conflit avec Staline. Comme le montre le sort de Léon Trotsky, même l’exil ne protégeait pas toujours les adversaires de Staline. Le bilan fut encore plus sanglant pour les participants de Zimmerwald qui résidaient en Union soviétique quand Staline mit en œuvre sa chasse aux sorcières : presque tous périrent dans la « Grande Purge » des années trente. Le seul survivant, le Bulgare Vasil Kolarov, fut l’unique participant à la conférence de Zimmerwald à continuer sa carrière dans l’appareil communiste durant la période stalinienne. Si, à Zimmerwald, Kolarov n’avait pas signé la résolution dite « de gauche » de Radek et Lénine,

<sup>26</sup> Angelica Balabanoff, *Die Zimmerwalder Bewegung...*, op. cit., pp. 159-160.

<sup>27</sup> « Angelica Balabanoff exclue du parti communiste », *La Sentinelle*, 12.5.1924, n° 108.

<sup>28</sup> Adrian Zimmermann, « Zeth Höglund (1884-1956) », in Richers, Degen (éd.), *Zimmerwald und Kiental...*, op. cit., pp. 163-164.

il fut parmi les signataires de la résolution qui dissout le Komintern le 15 mai 1943<sup>29</sup>.

### L'héritage «centriste» de Zimmerwald

Une volonté d'adhérer à l'Internationale communiste existait d'abord dans quasiment tout le spectre du mouvement de Zimmerwald, notamment dans l'USPD (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne), le PSS et le PSI. Cela changea radicalement avec les «21 conditions» décidées par le 2<sup>e</sup> congrès du Komintern (été 1920) qui avaient pour but de lui donner la forme d'une organisation internationale dirigée centralement depuis Moscou et de transformer tous les partis membres selon le modèle du parti bolchevique. La controverse sur les conditions d'entrée à l'Internationale communiste divisa définitivement ceux qui avaient fondé le mouvement de Zimmerwald en deux camps hostiles. Les conditions provoquèrent la scission des grands partis de masse de l'aile gauche de la social-démocratie européenne, notamment de l'USPD (congrès de Halle en octobre 1920), du PSS (congrès de Berne en décembre 1920), du PSI et de la SFIO (congrès de Tours en décembre 1920). Partout, il y eut des affrontements entre zimmerwaldiens. Le plus connu et impressionnant est sans doute celui entre Zinoviev et Martov à Halle.

Les forces qui ne voulaient ni adhérer au Komintern selon les 21 conditions, ni simplement rejoindre les restes de la Deuxième Internationale, fondèrent alors l'«Union des partis socialistes pour l'action internationale» (UPS, également connue sous le nom d'«Union de Vienne» ou «Internationale 2½»). Une première préconférence pour la fondation de l'UPS fut organisée par Grimm à la Maison du Peuple à Berne peu avant le congrès de scission du PSS. Après sa fondation officielle à Vienne en printemps 1921, l'UPS prit alors l'initiative d'une conférence commune des trois organisations socialistes internationales en avril 1922 à Berlin. À cette conférence, les «zimmerwaldiens» étaient présents à la fois dans la délégation de l'UPS (Grimm, Martov) et de l'IC (Radek)<sup>30</sup>. Mais cette tentative de réunir l'Internationale échoua.

<sup>29</sup> Vilém Kahan, «The Communist International, 1919-43: The Personnel of its Highest Bodies», *IRSH*, 1976, 2, pp. 151-185.

<sup>30</sup> *Protokoll der Internationalen Konferenz der drei internationalen Exekutivkomitees in Berlin vom 2. bis 5. April 1922*, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung, 1922, p. 4.



Suite à la réunification du SPD en 1922, l'UPS fusionna finalement en 1923 avec la Deuxième Internationale dans l'Internationale ouvrière socialiste (IOS). Le secrétaire de l'IOS, Friedrich Adler, était très proche des positions de Zimmerwald. Mais d'autres «zimmerwaldiens» refusèrent cette fusion avec d'anciens «sociaux-patriotes». Ainsi Georg Ledebour, Angelica Balabanoff et les socialistes-révolutionnaires de gauche de Russie essayèrent depuis 1924 de réunir des groupements de la gauche socialiste dans le «Bureau de Paris», qui était aussi connu sous le nom de «Bureau Balabanoff»<sup>31</sup>.

### **Une mémoire contestée – en Suisse**

#### **De Zimmerwald à la grève générale et à la révolution mondiale ?**

Les autorités suisses se préoccupèrent d'abord peu de Zimmerwald et de Kiental<sup>32</sup>. Cela changea vers la fin de la guerre. Par son mémorandum du 4 novembre 1918, le général Wille demanda au Conseil fédéral l'occupation militaire de Zurich et Berne, ce qui allait provoquer la grève de protestation du 9 novembre et plus tard la grève générale nationale du 12 au 14 novembre 1918. Dans ce mémorandum figure un passage qui prétend que les conférences de Zimmerwald et Kiental avaient décidé «de commencer par le renversement de l'ordre étatique en Suisse»<sup>33</sup>. Il est certainement vrai que parmi les porte-parole des mouvements de protestations, de grèves de masse et dans certain cas de révolutions qui secouaient toute l'Europe à la fin de la Première Guerre mondiale se trouvaient aussi des personnalités qui s'étaient rencontrées en septembre 1915 et en avril 1916 dans les deux petits villages bernois. Et cela était particulièrement évident dans le cas suisse en novembre 1918 : l'initiateur et président du Comité d'action d'Olten, le groupe de pression commun des syndicats et du Parti socialiste, était Robert Grimm, l'organisateur des deux conférences internationales. Néanmoins, Wille propageait dans son mémorandum une théorie de conspiration qui défigurait les décisions de Zimmerwald et Kiental. Le général confondait des mouvements sociaux, causés par les conséquences économiques et sociales de la

<sup>31</sup> Michel Dreyfus, «Bureau de Paris et bureau de Londres : le socialisme de gauche en Europe entre les deux guerres», *Le mouvement social*, 1980, n° 112, pp. 25-55.

<sup>32</sup> Bernard Degen, «Von Zimmerwald bis Kiental», in Richers, Degen (éd.), *Zimmerwald und Kiental...*, op.cit., pp. 117-118.

<sup>33</sup> «62. Memorial des Generals vom 4. November 1918», Gautschi, Willi (éd.), *Dokumente zum Landesstreik 1918*, Zurich, Benziger, 1971, p. 170.



guerre, avec une armée suivant les ordres de marche d'un état-major. Comme on le sait, l'une des raisons décisives de la décision du Conseil fédéral de suivre le conseil de Wille d'occuper Berne et Zurich et donc de provoquer la grève générale tient aux pressions de la diplomatie des pays de l'Entente et surtout de l'Italie. Ceux-ci avaient demandé au Conseil fédéral d'agir contre la «propagande bolchevique» et d'expulser la mission soviétique. Le fait que la secrétaire de la CSI, Angelica Balabanoff, voyage avec un passeport diplomatique soviétique inquiétait particulièrement les autorités des pays de l'Entente<sup>34</sup>.

### **Grimm, mémoire de Zimmerwald**

Si Robert Grimm fut de loin le leader le plus influent du mouvement ouvrier suisse dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, c'est dû avant tout à son rôle d'initiateur et de président du comité d'action d'Oltén qui regroupait le Parti socialiste et les syndicats pendant la phase de lutte de classe accentuée à la fin de la Première Guerre mondiale, qui culmina avec la grève générale de novembre 1918. Son rôle d'organisateur de la conférence de Zimmerwald était moins connu, mais restait néanmoins présent. En 1955, Grimm lui-même publia une série d'articles avec ses souvenirs du mouvement de Zimmerwald dans le cadre du 40<sup>e</sup> anniversaire de la conférence en 1955 dans le journal du Syndicat des services publics (VPOD-SSP)<sup>35</sup>. Ces publications sont à replacer dans leur contexte politique très précis. Cela n'était en rien un hasard que Grimm choisisse le journal de la VPOD pour publier ses articles. Le secrétaire du syndicat était alors Max Arnold, que Grimm considérait comme son fils spirituel. Dans le climat de la guerre froide, où la majorité des socialistes et syndicalistes suisses prônaient une position très pro-occidentale, Grimm et Arnold défendaient la position que la classe ouvrière et le socialisme démocratique devaient rester autonomes et ne soutenir ni le bloc communiste ni celui mené par les puissances occidentales<sup>36</sup>. Cette position ne faisait par

<sup>34</sup> «Nr. 459 Bolschewiki in der Schweiz», *Documents diplomatiques suisses*, Vol. 6 (1914-1918), Berne, Benteli, 1981, pp. 818-819.

<sup>35</sup> Robert Grimm, «Lenin in der Schweiz», *Der öffentliche Dienst*, 13.4.1956, 15, p. 4; Robert Grimm, «Zimmerwald und Kiental», *Der öffentliche Dienst*, 20.4.1956, 16, pp. 3-4; Robert Grimm, «Stockholm, Petersburg, Kronstadt», *Der öffentliche Dienst*, 27.4.1956, 17, p. 11 s.

<sup>36</sup> Bernard Degen, «Robert Grimm. Ein pragmatischer Schweizer Marxist», Dankelmann, Otfried (éd.), *Lebensbilder europäischer Sozialdemokraten*, Vienne, Verlag für Gesellschaftskritik, 1995, p. 199.



ailleurs pas l'unanimité entre les quelques participants de la conférence de Zimmerwald qui vivaient encore. Ainsi, Ture Nerman, pourtant un représentant de la « gauche de Zimmerwald » et membre fondateur du Parti communiste suédois, fut – après avoir été l'un des leaders de l'opposition communiste dans les années trente et avoir réadhéré à la social-démocratie – l'un des deux seuls parlementaires suédois qui votèrent pour une adhésion de leur pays à l'OTAN<sup>37</sup>. Après 1947, Angelica Balabanoff fit partie du Parti socialiste démocratique de l'Italie mené par Giuseppe Saragat qui, contrairement au Parti socialiste majoritaire, refusait toute coopération avec le Parti communiste<sup>38</sup>.

En donnant accès à ses archives, Grimm soutenait le projet de thèse du jeune historien allemand Werner Krause, militant du mouvement étudiant du SPD, portant sur les conflits au sein de la social-démocratie internationale pendant la Première Guerre mondiale. Krause ne termina pas sa thèse. Le fait qu'il n'obtint jamais accès aux dossiers des Archives fédérales sur l'affaire Grimm-Hoffmann n'y fut peut-être pas étranger. L'influent professeur genevois Jacques Freymond, qui craignait que cette thèse ne fût en concurrence avec celle de son disciple Yves Collart, intervint auprès du conseiller fédéral Petitpierre en caricaturant les intentions de Krause comme visant à discréditer la neutralité suisse<sup>39</sup>. Grimm était mort et ne pouvait plus intervenir dans cette affaire. Une remarque de Krause dans l'une de ses lettres à Grimm montre aussi que le vieux leader socialiste avait lui-même l'intention de rédiger un livre sur Zimmerwald et Kiental<sup>40</sup>. Il ne ressort pas clairement de cette lettre s'il s'agissait là d'un projet de publication séparée ou d'un chapitre de ses mémoires dont les manuscrits fragmentaires n'ont jamais été publiés. En outre, Grimm se laissa convaincre par Julius Braunthal de remettre à l'Institut international d'histoire sociale (IISG) à Amsterdam les archives du mouvement de Zimmerwald qu'il avait jusque-là conservées à son domicile.

<sup>37</sup> Adrian Zimmermann, « Ture Nerman (1886-1969) », in Richers, Degen (éd.), *Zimmerwald und Kiental...*, op.cit., p. 163.

<sup>38</sup> Johann Wolfgang Brügel, « In memoriam Angelica Balabanoff », *Rote Revue*, 1966, 1, pp. 1-8.

<sup>39</sup> Sacha Zala, « Dreierlei Büchsen der Pandora. Die Schweiz und das Problem der deutschen Archive », in A. Fleury, H. Möller, H.-P. Schwarz (éd.), *Die Schweiz und Deutschland 1945-1961*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 2004, pp. 130-133.

<sup>40</sup> Krause à Grimm, 22.06.1957, CH-BAR, J. 1.173 Robert Grimm, #9 Persönliche Notizen, Korrespondenz und Zeitungsartikel, #1998/13#1\* Briefe und Zeitungsausschnitte (1935-1965).

## Un 50<sup>e</sup> anniversaire usurpé par les acteurs de la guerre froide

Grimm mourut en 1958. Lors du 50<sup>e</sup> anniversaire de la conférence en septembre 1965, seuls deux participants étaient encore en vie : Angelica Balabanoff, qui décéda deux mois plus tard, et le suédois Ture Nerman. Aucun des deux ne jouèrent de rôle dans les activités autour du 50<sup>e</sup> anniversaire.

Paradoxalement, ce sont des politiciens de la droite anticomuniste suisse qui prirent l'initiative d'une activité commémorative. Cela s'explique par le climat de la guerre froide et la vision particulière que la plupart des habitants de Zimmerwald se faisaient de l'événement qui avait rendu le nom de leur petit village internationalement connu. Que Grimm ait choisi Zimmerwald, puis Kiental pour la deuxième conférence, devait beaucoup au hasard. Les deux lieux n'avaient aucun rapport avec le mouvement ouvrier. Comme il s'en souvint quarante ans plus tard, son choix tomba sur ces deux lieux parce qu'ils étaient éloignés des centres tout en offrant assez de possibilités d'hébergement et de restauration pour les participants. Ces caractéristiques facilitaient la confidentialité qui servait à protéger les délégués issus des pays belligérants<sup>41</sup>.

La plupart des habitants de Zimmerwald ne remarquèrent probablement rien de la conférence quand elle eut lieu. L'arrivée d'une quarantaine de visiteurs à une période où le tourisme souffrait beaucoup de la guerre était plutôt bienvenue. Mais après la publication du manifeste de la conférence, le nom de Zimmerwald devint un synonyme de la lutte des socialistes internationalistes contre la guerre. Que cela n'ait pas plu à la plupart des habitants du village – essentiellement des agriculteurs aux opinions politiques conservatrices – n'a donc rien de surprenant.

Dans les années soixante et donc au moment où la guerre froide entrait dans la phase de détente, l'administration communale de Zimmerwald reçut fréquemment des lettres de l'Union soviétique. La plupart étaient écrites par des classes de « pionniers » soviétiques qui s'enthousiasmaient sur le séjour de Lénine à Zimmerwald. Leurs auteurs pensaient souvent que Zimmerwald était une grande ville. Certains ne pouvaient même pas s'imaginer qu'il n'y ait pas de musée Lénine à Zimmerwald. Selon Julia Richers, le caractère naïf

---

<sup>41</sup> Grimm, « Zimmerwald und Kiental », *op.cit.*, pp. 3-4.



et souvent mal informé de ces lettres indique qu'elles n'étaient pas organisées de manière centrale par les autorités soviétiques<sup>42</sup>.

La conférence de 1965 organisée en septembre à Zimmerwald fut un mélange entre une manifestation anticomuniste et un colloque scientifique. Initiée par Otto Wenger, conseiller national radical, maire de Nidau et ancien directeur de l'entreprise d'armement Oerlikon-Bührle, elle fut essentiellement organisée par l'Institut suisse de recherches sur les pays de l'Est et son directeur Fritz Sager<sup>43</sup>. L'intervenant le plus connu fut sans doute Walther Hofer, professeur d'histoire générale à l'Université de Berne et conseiller national du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB). Dans sa conférence qui parut aussi dans la *Neue Zürcher Zeitung*, Hofer affirmait que la conférence de Zimmerwald était d'importance historique uniquement parce qu'elle était une « borne sur le chemin qui menait à la prise du pouvoir bolchevique en Russie et à la séparation du mouvement socialiste entre une tendance social-démocrate et [une tendance] communiste ». Selon lui, ce n'était donc pas ses aspects rassembleurs mais bien ses tendances à la division qui donnaient au mouvement zimmerwaldien son importance dans l'histoire mondiale. En ce qui concerne l'histoire suisse, Hofer voyait aussi l'importance de la conférence surtout en lien avec ses conséquences, « ce qui commença à Zimmerwald finit [...] dans la grève générale nationale de 1918 ». Il passait entièrement sous silence les conditions de vie des ouvriers et employés pendant la Première Guerre mondiale. Il voyait dans la grève de novembre 1918 « rien d'autre que le moyen de lutte violent pour renverser la domination bourgeoise » rendu possible par le seul précédent de la révolution d'octobre. C'est probablement l'une des dernières tentatives d'un historien professionnel de défendre la position que la bourgeoisie suisse avait utilisée pour justifier ses actions provocatrices de novembre 1918<sup>44</sup>. Même si on tient compte de son double rôle d'historien et de politicien de droite, il est quand même remarquable que Hofer ait été capable de maintenir une

<sup>42</sup> Julia Richers, « Zimmerwald als sowjetischer Erinnerungsort », in Richers, Degen (éd.), *Zimmerwald und Kiental...*, op.cit., pp. 175-178.

<sup>43</sup> Zimmerwald-Konferenz 1965. 5.-11. September 1965, Archives de Wald BE, Einwohnergemeinde Zimmerwald, Zimmerwald/Internationale 1915/Lenin, Ordner 1.

<sup>44</sup> Walther Hofer, « Lenin und die Konferenz von Zimmerwald. Geschichtliche Betrachtungen nach fünfzig Jahren », *NZZ*, 7.9. et 8.9.1965.



interprétation aussi réductrice de l'histoire. Ceci d'autant plus qu'il avait eu l'occasion de lire le procès-verbal de la conférence de Zimmerwald, car une copie avait été mise à disposition du comité d'organisation par le journaliste Franz Sidler qui l'avait reçue directement de Grimm. Hofer ne pouvait donc pas ignorer les sérieux conflits entre Lénine et la majorité. Il avouait même être étonné que les positions de Lénine aient trouvé «aussi peu d'écho à Zimmerwald». Mais il n'en tirait pas les conséquences dans son exposé. Cela aurait en effet heurté l'interprétation de la Première Guerre mondiale et de ses conséquences sociales chère à l'aile droite de la bourgeoisie suisse. Paradoxalement, dans sa surestimation du rôle de Lénine et sa narration d'un développement téléologique menant de Zimmerwald à octobre 1917 à Petrograd, la vision de Hofer est d'ailleurs très proche de l'interprétation courante dans l'Union soviétique post-stalinienne. Comme le souligne Bernard Degen, cela n'est pas si surprenant : une telle reprise de l'interprétation soviétique était utile pour discréditer les courants plus radicaux de la social-démocratie comme agents du communisme soviétique<sup>45</sup>. La plupart des intervenants – dont deux représentants d'organisations anticomunistes officieuses d'Allemagne de l'Ouest – ne traitèrent pas du tout de la conférence de Zimmerwald, mais se bornèrent à des présentations sur la «menace communiste» actuelle. Le seul intervenant qui disposait vraiment d'une expertise de la conférence de Zimmerwald et qui esquissa un tableau beaucoup plus nuancé de la conférence de 1915 était Yves Collart, doctorant à l'Institut des hautes études internationales de Genève<sup>46</sup>.

Le seul politicien socialiste qui s'adressa aux participants du colloque fut Ernst Bircher, secrétaire de la Fédération suisse des ouvriers du vêtement, du cuir et de l'équipement (FVCE). Bircher était fortement impliqué dans les réseaux des organisations qui s'efforçaient de prolonger la «défense spirituelle» de la Deuxième Guerre mondiale à l'époque de la guerre froide. Dans sa conférence, il mit en contraste la situation sociale en Suisse pendant les deux guerres mondiales. Dans les années autour de 1939 et 1945, les bases d'une «réponse démocratique» aux «défis sociaux» avaient été posées, et

<sup>45</sup> Bernard Degen, Julia Richers, «Zwei Bauerndörfer in der Weltgeschichte», in Richers, Degen (éd.), *Zimmerwald und Kiental...*, op.cit., pp. 7-11.

<sup>46</sup> Yves Collart, «La Deuxième Internationale et la conférence de Zimmerwald», *RSH*, 1965, 4, pp. 433-456.



celles-ci étaient indispensables à une défense nationale crédible, selon le syndicaliste<sup>47</sup>. Généralement, les socialistes et syndicalistes suisses et bernois prirent une position critique envers la conférence de 1965 dans laquelle leur propre mémoire de la conférence de Zimmerwald avait été marginalisée. Ainsi, un article émanant du service de presse du Parti socialiste suisse dans la *Berner Tagwacht* mit en doute le sérieux scientifique de la conférence de 1965, parlant d'une « occasion manquée ». L'hétérogénéité des participants de la conférence de Zimmerwald et la motivation de la majorité d'entre eux de lutter contre la guerre ne furent que marginalement traitées par le colloque. Des « véritables experts » en la matière – la *Tagwacht* nommait des vétérans connus du Parti socialiste comme Friedrich Schneider, Fritz Marbach, Walther Bringolf et Jules Humbert-Droz – n'avaient pas été invités. Selon la *Tagwacht*, la volonté des organisateurs de la « Zimmerwald Konferenz 1965 » était de « réchauffer l'anticommunisme dans sa version noir et blanc endommagée depuis John F. Kennedy »<sup>48</sup>. Et Werner Meier, rédacteur du journal alémanique de la Fédération suisse des cheminots (SEV), reprochait aux organisateurs de la conférence de négliger les raisons du succès des mouvements révolutionnaires. Il soulignait que la lutte pour la liberté pourrait réussir seulement si elle était aussi une lutte contre la faim et la pauvreté<sup>49</sup>.

Il faut aussi souligner que des publications scientifiques toujours incontournables virent le jour dans les années autour du 50<sup>e</sup> anniversaire : l'étude très détaillée et parfois un peu redondante d'Yves Collart<sup>50</sup> et surtout l'édition de sources volumineuse de Horst Lademacher, essentiellement basée sur les archives du mouvement de Zimmerwald conservées par Grimm<sup>51</sup>.

La politique de mémoire – ou selon les mots de Julia Richers plutôt la volonté d'oublier – de la commune de Zimmerwald se trouva de nouveau au centre d'une controverse quand la commune décida

<sup>47</sup> Ernst Bircher, « Die demokratische Antwort », *Nichtmilitärische Landesverteidigung. Ernst Uhlmann dargebracht in Würdigung seiner besonderen Verdienste um die Bindung von Volk und Armee und aus Anlass seines 65. Geburtstages am 7. Mai 1967*, Frauenfeld, Huber, 1967, pp. 145-163.

<sup>48</sup> « “Zimmerwalder Konferenz 1965” », *Berner Tagwacht*, 4-5.9.1965, 206, p. 2.

<sup>49</sup> Werner Meier, « Zimmerwald 1965 – post festum », *Berner Tagwacht*, 2-3.10.1965.

<sup>50</sup> Yves Collart, *Le Parti socialiste suisse et l'Internationale 1914-1915*, op. cit.

<sup>51</sup> Lademacher (éd.), *Die Zimmerwalder Bewegung...*, op. cit.



de construire un nouveau bâtiment pour l'administration communale<sup>52</sup>. Dans le cadre de ce projet, un bâtiment qui avait servi en 1915 comme annexe de la pension Beau-Séjour et qui avait alors probablement été le lieu où Lénine avait passé la nuit fut détruit. Cette décision provoqua des commentaires critiques de l'Union syndicale suisse et une motion du socialiste biennois Arthur Villard au Grand Conseil bernois. Villard suspectait que le souvenir de la conférence de 1915 « doit gêner certains hommes politiques qui ne tiennent pas à ce que soit rappelé d'une manière ou d'une autre le souvenir de cet événement » et protestait « contre cette attitude incompréhensible et ridicule au sujet de faits qui ont pris rang dans l'histoire mondiale. Une prescription du règlement communal de Zimmerwald ne vaudrait-elle pas jusqu'à prévoir qu'il est interdit d'apposer une plaque commémorative rappelant cette conférence [...] ? » Mais sa motion qui voulait charger le gouvernement cantonal de mettre l'immeuble sous protection et « par la même occasion de s'employer à ce que le lieu de cette conférence de portée historique mondiale soit signalé de façon simple et digne » fut rejetée par le parlement cantonal<sup>53</sup>.

Près de 26 ans après la chute du Mur, toutes ces controverses furent naturellement beaucoup moins présentes lors du centenaire de la conférence en 2015. Dans le respect des visions nécessairement diverses sur l'événement historique, une bonne coopération put être établie entre des historiens, la gauche bernoise et le maire de la commune de Wald (BE) – comme elle s'appelle depuis la fusion des villages voisins de Zimmerwald et Englisberg en 2004. Une exposition intitulée « Grimm et Lénine à Zimmerwald » fut présentée au musée régional Schwarzwasser à Schwarzenburg. Le nombre de visiteurs dépassa de loin celui des autres expositions tenues dans ce petit musée régional géré par des bénévoles. Les 4 et 5 septembre 2015, la Robert-Grimm-Gesellschaft – fondée en 2010 par des militants de la section du Parti socialiste de Wald (ZH), le lieu de naissance de Grimm – et Arbeit Bildung Bern – l'organe de formation des sections bernoises de l'Union syndicale et du Parti socialiste – organisèrent une grande conférence commémorative à l'Hotel Bern, la Maison

<sup>52</sup> Julia Richers, « Erinnern und Vergessenwollen in der Gemeinde Zimmerwald », in Richers, Degen (éd.), *Zimmerwald und Kiental...*, op.cit., pp. 187-195.

<sup>53</sup> Motion Villard 11.5.1971, Archives de Wald BE, Einwohnergemeinde Zimmerwald, Zimmerwald/Internationale 1915/Lenin, Ordner 1.



du Peuple de Berne. Cette conférence se composa d'un colloque historique et d'une journée de réflexion politique avec des personnalités et des militants de différents courants de la gauche allemande, française, russe, espagnole et suisse.

La commune de Wald (BE) organisa une commémoration à l'église de Zimmerwald. À cette occasion, les participants eurent même l'occasion unique de visiter l'ancienne pension Beau-Séjour, aujourd'hui une maison d'habitation privée.

Julia Richers, professeure d'histoire de l'Europe orientale à l'Université de Berne, organisa une conférence sur des lieux de mémoire liés à l'héritage du bloc soviétique. Malheureusement, seule la contribution de l'organisatrice elle-même traita de la conférence de Zimmerwald. En collaboration avec Bernard Degen, la même historienne initia aussi la publication d'un nouveau livre sur la conférence paru à l'occasion du centenaire<sup>54</sup>.

## Conclusion

La neutralité et le positionnement géographique de la Suisse entre les deux camps belligérants avaient facilité la possibilité d'organiser une rencontre des socialistes opposés à la guerre dans ce pays. Les contacts existant entre les socialistes suisses et les exilés italiens et russes sont d'autres facteurs qui expliquent pourquoi la Suisse devint le lieu de rencontre et le centre de communication privilégié du mouvement ouvrier international entre le début de la Première Guerre mondiale et la révolution russe. Que le canton de Berne accueille les conférences s'explique par le rôle dominant au sein du mouvement ouvrier bernois de l'organisateur principal, Robert Grimm. Celui-ci pouvait mettre l'infrastructure du mouvement ouvrier bernois à disposition de l'opposition socialiste internationaliste à la guerre.

Dans un discours au congrès du Parti socialiste suisse en février 1919, Grimm définissait les buts de la conférence de la manière suivante : « Lutte contre l'Union sacrée, contre la solidarité avec les classes possédantes, reprise de la lutte de classe. La précondition de l'établissement d'une Internationale est la lutte nationale de la classe ouvrière dans chaque pays contre la classe qui l'opprime. C'est cela,

---

<sup>54</sup> Richers, Degen (éd.), *Zimmerwald und Kiental...*, *op.cit.*

le contenu et la thèse de Zimmerwald. »<sup>55</sup> Grimm avait certainement raison de souligner que la grande majorité des participants aux conférences de Zimmerwald et Kiental désiraient l'unité et non la scission du mouvement ouvrier international. Si cette interprétation de l'organisateur principal de la conférence est essentiellement confirmée par la recherche scientifique, elle se heurta longtemps à une interprétation communiste fixée sur le rôle de Lénine. Des historiens bourgeois furent souvent prêts à reprendre cette interprétation. Cela n'a rien de surprenant. Il est évident que ce qui était défini par Grimm comme « le contenu et la thèse » de Zimmerwald reste une provocation pour toute vision bourgeoise et/ou purement « nationale » de l'histoire.

---

<sup>55</sup> Discours de Grimm, Sozialdemokratische Partei der Schweiz, *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitages vom 2. Februar 1919 im Volkshaus in Bern*, Berne, Unionsdruckerei, 1919, pp. 62-63.